



mardi 4 octobre 2016

Les grands titres:

- Climat : le chef de l'ONU salue la ratification de l'Accord de Paris par le Parlement européen
- Alep : le chef des droits de l'homme de l'ONU demande de limiter l'utilisation du veto au Conseil de sécurité
- Mali : Ban Ki-moon condamne l'attaque contre des Casques bleus et réclame une enquête
- Darfour : la situation sécuritaire dans le Djebel Marra reste volatile
- En visite au Yémen, le chef de l'humanitaire de l'ONU appelle à renforcer l'assistance
- Caraïbes : le PAM prêt à aider les personnes touchées par le cyclone Matthew
- Près de 385 millions d'enfants vivent dans l'extrême pauvreté, selon l'UNICEF et la Banque mondiale
- L'UNESCO révèle le palmarès 2017 de la 19e édition du Prix pour les femmes et la science
- Palestine : l'ONU salue la décision de reporter les élections locales
- Haïti : des différends politiques, la menace du choléra, 12 Casques bleus et deux nouveaux puits

Climat : le chef de l'ONU salue la ratification de l'Accord de Paris par le Parlement européen



Secrétaire général Ban Ki-moon devant le Parlement européen à Strasbourg, en France. Photo ONU/Rick Bajornas

4 octobre - En déplacement à Strasbourg, en France, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a remercié et félicité le Parlement européen pour l'approbation rapide du processus de ratification de l'Accord de Paris sur le changement climatique.

Mardi, le Parlement européen a donné son consentement à la ratification par l'Union européenne (UE) de l'Accord de Paris par 610 voix en faveur, 38 contre et 31 abstentions. M. Ban a qualifié le vote de « moment historique » rappelant qu'il permettra à l'UE et à ses États membres de déposer leur instrument de ratification le plus tôt possible.

« Par leurs actions aujourd'hui, ici, les parlementaires européens ont souligné leur attachement à la coopération internationale, qui est au cœur de l'identité de l'UE », a déclaré le Secrétaire général lors d'une conférence de presse conjointe avec le Président du Parlement européen, Martin Schultz. « Ils ont réaffirmé leur soutien à une action urgente pour répondre aux changements climatiques, et de la transformer en une opportunité pour construire des sociétés plus sûres, plus saines et plus prospères », a-t-il ajouté.

M. Ban a indiqué qu'à ce jour, 62 pays, représentant 52% des émissions mondiales de gaz à effet de serre ont ratifié l'accord. « Avec les mesures prises par le Parlement européen, je suis convaincu que nous serons en mesure de franchir le seuil de 55% très bientôt, une question de quelques jours », s'est-il réjoui.

Le chef de l'ONU a par ailleurs souligné l'élan extraordinaire venu de tous les coins du globe pour faire entrer en vigueur l'Accord de Paris cette année rappelant qu'il est soutenu à la fois par les économies les plus puissantes du monde, et ses pays les plus vulnérables.

Dans un discours prononcé au Parlement européen avant son vote sur la ratification de l'accord, le Secrétaire général a salué le long et fier bilan de l'UE en termes de leadership sur le changement climatique. « D'un rôle de premier plan au début des négociations de la Convention-cadre des Nations Unies, pour soutenir le Fonds vert pour le climat et d'autres mécanismes de financement, à vos propres efforts dans l'élargissement de l'énergie propre, les membres de l'UE ont tenu bon », a-t-il dit.

S'exprimant pour la dernière fois devant les parlementaires européens alors que son mandat arrive à son terme le 31 décembre 2016, M. Ban a tenu à remercier l'Union européenne et le Parlement européen pour leur collaboration et soutien aux Nations Unies.

« Je souhaite sincèrement que l'UE continue à diriger en soutenant la noble mission de l'ONU pour les droits de l'homme, le développement durable et une paix durable dans notre monde », a-t-il dit. « Travaillons ensemble pour construire un monde meilleur pour tous ».

Alep : le chef des droits de l'homme de l'ONU demande de limiter l'utilisation du veto au Conseil de sécurité



Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, briefe le Conseil de sécurité. Photo ONU/Eskinder Debebe

4 octobre - Face à la tragédie à Alep, en Syrie, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a estimé mardi qu'il fallait prendre des mesures audacieuses, y compris en limitant l'utilisation du veto par les membres permanents du Conseil de sécurité.

« Depuis le lancement de la nouvelle offensive contre les quartiers tenus par l'opposition dans l'est d'Alep par le gouvernement syrien et ses alliés, des images de souffrance et de mort envahissent nos écrans. Face à une avalanche aussi effroyable de violence et de destruction, des mesures extraordinaires doivent être prises », a dit M. Zeid dans un communiqué de presse.

« Les attaques survenues ces dix derniers jours ont été les plus intenses qu'aient connues les habitants de l'est d'Alep depuis le début du conflit, et pas un seul quartier n'est désormais considéré comme sûr. L'utilisation d'armes telles que des bombes hautement explosives et des armes incendiaires dans des zones fortement peuplées ont un effet dévastateur sur la population et les infrastructures civiles », a-t-il ajouté.

Le Haut-Commissaire s'est dit convaincu que le Conseil de sécurité devrait, sans délai, adopter des critères pour empêcher ses membres d'utiliser leur veto lorsqu'il existe des préoccupations graves quant à de possibles crimes de guerre, crimes contre l'humanité ou génocide.

« Cette initiative cruciale permettra au Conseil de sécurité des Nations Unies de renvoyer la situation en Syrie devant la Cour pénale internationale (CPI), une évolution que j'ai réclamée à maintes reprises. Un tel renvoi serait plus que justifié au regard de l'impunité endémique et profondément choquante qui caractérise le conflit et de l'ampleur des crimes commis, dont certains pourraient constituer des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité », a-t-il dit.

Selon lui, l'attaque du 19 septembre contre un convoi humanitaire, les frappes récentes qui ont touché trois centres du groupe de sauveteurs bénévoles les Casques blancs, et celles qui ont touché au moins trois grands hôpitaux de l'est d'Alep, « semblent toutes indiquer que les opérations en cours sont conduites dans un mépris total des normes les plus élémentaires du droit international humanitaire ».

« S'il est prouvé qu'elles sont intentionnelles, les attaques lancées en ce moment sur Alep par toutes les parties, y compris celles menées contre les civils, les unités médicales et les travailleurs humanitaires, leurs locaux et leurs équipements, pourraient constituer des crimes de guerre », a ajouté le Haut-Commissaire. « Et si de telles attaques sont sciemment commises dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre la population civile, elles pourraient aussi constituer des crimes contre l'humanité ».

« Le non-respect par l'ennemi du droit international humanitaire ne supprime en aucun cas l'obligation de la partie adverse de respecter ce droit, de même que la désignation comme « organisation terroriste » d'un groupe particulier ne permet aucune dérogation aux lois de la guerre », a-t-il encore dit.

« N'oublions pas que la destruction de villes telles que Varsovie, Stalingrad et Dresde, et l'horreur infligée aux civils, ont grandement contribué à la création des Nations Unies. Nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer à Alep. Nous ne pouvons pas nous permettre de continuer à faire défaut aux milliers d'enfants pris au piège dans cette ville, dans l'attente d'un massacre », a-t-il conclu.

Syrie : le Chef des droits de l'Homme de l'ONU veut une limitation du droit de veto après le drame d'Alep

Mali : Ban Ki-moon condamne l'attaque contre des Casques bleus et réclame une enquête



Casques bleus de la MINUSMA en patrouille (archives).
Photo : MINUSMA / Marco Dormino

4 octobre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a fermement condamné la série d'attaques survenues lundi contre la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) dans le nord du pays.

« Selon des informations préliminaires, quatre attaques différentes ciblant le personnel et les installations de la MINUSMA se sont produites à Aguelhok, dans la région de Kidal, entraînant la mort d'un Casque bleu tchadien et en blessant huit autres », a déclaré lundi soir le porte-parole de M. Ban dans un communiqué de presse.

« Le Secrétaire général appelle à une action rapide pour que les auteurs de ces attaques soient traduits en justice », a indiqué son porte-parole. « Il rappelle que les attaques contre des Casques bleus des Nations Unies constituent des crimes de guerre selon le droit international ».

Le chef de l'ONU s'est également dit préoccupé par les récentes violations des dispositions de cessez-le-feu par les groupes armés signataires dans la zone de Kidal.

« Le Secrétaire général exhorte les parties signataires à remplir leurs obligations conformément à l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali », a dit son porte-parole soulignant que cela contribuerait à « restaurer la stabilité et la sécurité dans la région ».

Ban Ki-moon a présenté ses sincères condoléances à la famille du défunt ainsi qu'au gouvernement du Tchad, et a souhaité un prompt rétablissement aux blessés.

Darfour : la situation sécuritaire dans le Djebel Marra reste volatile



Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, briefe le Conseil de sécurité sur la situation au Darfour, Soudan. Photo ONU/Evan Schneider

4 octobre - La situation sécuritaire dans le Djebel Marra, au Darfour, est restée volatile ces derniers mois avec de nouvelles escarmouches et des bombardements aériens depuis juin, a noté mercredi le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, devant le Conseil de sécurité.

« Les combats entre les Forces armées soudanaises et l'Armée de libération du Soudan/tendance Abdul Wahid qui ont eu lieu de janvier à mai ont quelque peu baissé en intensité sans toutefois cesser complètement », a souligné M. Ladsous devant les membres du Conseil.

« Depuis le mois de juin, il y a eu de nouvelles escarmouches et de fréquents bombardements aériens dans la zone. La situation sécuritaire a donné l'impression de connaître une nouvelle dégradation à partir du 17 septembre lorsque des informations ont fait état de combats intenses aux environs de Gulo et Guldo, localités situées au nord-est de Nertiti, au Darfour central », a-t-il ajouté. « D'autres affrontements auraient aussi eu lieu dans la partie occidentale du Djebel Marra au cours desquels au moins neuf villages auraient été attaqués ».

M. Ladsous a précisé que la Mission de l'Union africaine et des Nations Unies au Darfour (MINUAD) n'avait pas été en mesure de confirmer ces informations ni de procéder à une évaluation exacte de la situation militaire en raison des restrictions d'accès imposées par le gouvernement soudanais.

Selon lui, la poursuite des combats ces dernières semaines est préoccupante compte tenu du fait que la saison sèche qui commence est généralement une période propice aux opérations militaires.

M. Ladsous a précisé être au courant des allégations concernant l'utilisation d'armes chimiques contre des civils par les forces du gouvernement dans le Djebel Marra et qui sont contenues dans un rapport d'Amnesty International publié le 29 septembre. « Nous n'avons de preuves concernant l'utilisation d'armes chimiques dans le Djebel Marra », a-t-il ajouté, précisant toutefois que le gouvernement soudanais a constamment refusé à la MINUAD l'accès aux zones de conflit dans cette région.

Le Secrétaire général adjoint a indiqué que la situation sécuritaire dans d'autres parties du Darfour restait « calme mais volatile » avec une explosion saisonnière de violence entre les bergers et les agriculteurs sur l'utilisation des pâturages et de l'eau.

S'agissant de la situation humanitaire, Hervé Ladsous a noté que le conflit continuait d'avoir un impact significatif. « Depuis la reprise des combats à Golo et à Guldo le 17 septembre, les agences humanitaires estiment qu'environ 5.500 personnes nouvellement déplacées, principalement des femmes et des enfants, sont arrivées dans le camp de déplacés de Nertiti Nord », a-t-il dit.

Concernant la situation politique, avec la signature par toutes les parties soudanaises de la feuille de route politique proposée par le Groupe de haut niveau de l'Union africaine, « une étape importante du processus de paix a été franchie », a estimé le Secrétaire général adjoint.

« Afin de consolider cet acquis, elles devraient à présent mettre en œuvre l'esprit et la lettre du document et s'engager à reprendre les négociations en vue de parvenir rapidement à un accord de cessation des hostilités et sur les modalités de l'accès humanitaire aux zones de conflit », a-t-il ajouté.

En visite au Yémen, le chef de l'humanitaire de l'ONU appelle à renforcer l'assistance



Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Stephen O'Brien, briefe la presse à Sanaa, la capitale du Yémen. Jamie McGoldrick, Le Coordonnateur humanitaire pour le Yémen est à sa droite. Photo: BCAH Yemen

4 octobre - A l'issue d'une visite de trois jours au Yémen, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Stephen O'Brien, a appelé mardi toutes les parties au conflit à accorder un accès humanitaire et à respecter leurs responsabilités en matière de protection des civils.

Le conflit au Yémen a déplacé trois millions de personnes, blessé et tué des milliers de civils innocents, détruit des infrastructures civiles, et anéanti des moyens de subsistance dans un pays qui souffrait déjà d'une pauvreté endémique.

« Au Yémen, quatre personnes sur cinq ont besoin d'une assistance humanitaire », a dit M. O'Brien dans un communiqué de presse.

Il s'est dit particulièrement préoccupé par l'état du réseau de soins de santé alors que la plupart des établissements de santé dans 16 gouvernorats sur 22 ne fonctionnent pas ou seulement de manière partielle.

Lors de sa visite, M. O'Brien a rencontré les autorités et les partenaires humanitaires. « Nous devons faire plus dans cette situation d'urgence prolongée. Les travailleurs humanitaires sont prêts, mais il est essentiel que nous ayons un accès sûr et sans entrave et que les gens dans le besoin aient la liberté de circuler pour accéder aux services que les partenaires humanitaires peuvent fournir », a-t-il dit.

M. O'Brien s'est rendu sur le terrain pour rencontrer des personnes touchées par la crise.

« Ma visite à l'hôpital d'Al Hudaydah a été un crève-cœur », a déclaré le Coordonnateur des secours d'urgence. « Des mères amènent leurs enfants souffrant de malnutrition pour être traités, mais il n'y a tout simplement pas assez de médicaments. Les quantités de nourriture, de médicaments et de carburant entrant dans le pays sont bien en deçà des besoins et doivent être augmentées de toute urgence ».

Caraïbes : le PAM prêt à aider les personnes touchées par le cyclone Matthew



En 2014, une famille au Cap Haïtien, décharge des fournitures d'un bateau lors d'inondations. Photo ONU/Logan Abassi

4 octobre - Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) s'est déclaré prêt à répondre à la demande des pays des Caraïbes qui se trouvent sur la trajectoire du cyclone Matthew, qui a touché mardi Haïti en étant classé catégorie 4.

« Notre priorité est de soutenir les interventions des gouvernements pour sauver des vies et répondre aux besoins alimentaires des personnes affectées qui sont les plus vulnérables et en insécurité alimentaire », a déclaré le Directeur régional du PAM pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Miguel Barreto, dans un communiqué de presse.

« Le PAM se mobilise pour déployer son personnel et des ressources d'urgence à la suite du cyclone Matthew », a-t-il ajouté.

En Haïti, qui est le pays qui souffre le plus d'insécurité alimentaire, le PAM a suffisamment de nourriture d'urgence pré-positionnée pour alimenter près de 300.000 personnes pendant un mois si nécessaire.

Stockés dans des endroits clés à travers Haïti, ces approvisionnements peuvent atteindre les zones isolées rapidement, même

si les routes sont emportées ou bloquées.

À ce jour, Matthew est le cyclone le plus puissant dans les Caraïbes depuis le cyclone Felix en 2007. Classé catégorie 4 sur l'échelle Saffir-Simpson, Matthew est susceptible de provoquer des inondations et des coulées de boue sur son sillage.

Près de 385 millions d'enfants vivent dans l'extrême pauvreté, selon l'UNICEF et la Banque mondiale



Niema, 3 ans, et assise pendant que sa mère lave des vêtements le long d'un grillage du site de protection des civils de l'ONU qui héberge plus de 30.000 personnes déplacées à Wau, au Soudan du Sud. Photo: UNICEF/UN027534/Ohanesian

4 octobre - Les enfants ont deux fois plus de risques que les adultes de vivre dans l'extrême pauvreté et ils sont près de 385 millions à être dans cette situation à travers le monde, d'après une nouvelle analyse du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et de la Banque mondiale publiée mardi.

Selon cette étude intitulée « Éliminer l'extrême pauvreté : une analyse axée sur les enfants », 19,5 % des enfants des pays en développement vivaient en 2013 dans des foyers subsistant avec une moyenne de 1,90 dollar au maximum par jour et par personne, contre seulement 9,2 % des adultes.

Les enfants sont touchés de manière disproportionnée dans la mesure où ils représentent environ un tiers de la population étudiée, mais la moitié des personnes vivant dans l'extrême pauvreté. Les enfants les plus jeunes sont les plus exposés, avec plus d'un cinquième des enfants de moins de cinq ans dans les pays en développement vivant dans des foyers extrêmement pauvres.

« Non seulement les enfants ont plus de risques de vivre dans l'extrême pauvreté, mais c'est aussi sur les enfants que les effets de la pauvreté sont les plus néfastes. Ce sont les plus mal lotis parmi les plus mal lotis, et c'est encore pire pour les jeunes enfants, puisque les privations qu'ils subissent affectent le développement de leur corps et de leur esprit », explique le Directeur exécutif de l'UNICEF, Anthony Lake. « Il est choquant que la moitié des enfants en Afrique subsaharienne et qu'un enfant sur cinq dans les pays en développement grandissent dans l'extrême pauvreté. Non seulement cela limite leur avenir, mais cela tire aussi leur société vers le bas ».

« Le nombre impressionnant d'enfants touchés par l'extrême pauvreté montre bien la réelle nécessité d'investir précisément dans la petite enfance, dans des services comme les soins prénatals pour les mères enceintes, des programmes de développement de la petite enfance, la qualité de l'enseignement scolaire, l'eau salubre, un assainissement approprié et une couverture universelle des soins de santé », explique Ana Revenga, Directrice principale du pôle Réduction de la pauvreté et des inégalités du Groupe de la Banque mondiale. « Le seul moyen de briser le cycle de pauvreté intergénérationnelle si généralisé aujourd'hui est d'améliorer ces services et de garantir que les enfants d'aujourd'hui aient accès à des possibilités d'emplois de qualité le moment venu ».

L'évaluation mondiale de la pauvreté extrême touchant les enfants repose sur les données de 89 pays représentant 83 % de la population du monde en développement.

L'Afrique subsaharienne présente à la fois les taux les plus élevés d'enfants vivant dans l'extrême pauvreté – un peu moins de 50% – et la plus grande part d'enfants extrêmement pauvres dans le monde – un peu plus de 50%. L'Asie du Sud arrive au deuxième rang avec près de 36%, dont plus de 30% d'enfants extrêmement pauvres rien qu'en Inde. Plus de quatre enfants sur cinq vivant dans l'extrême pauvreté habitent dans des régions rurales.

Le rapport révèle également que même à des seuils plus élevés, la pauvreté affecte toujours les enfants de manière disproportionnée. Environ 45% des enfants vivent dans des foyers qui subsistent avec moins de 3,10 dollars par jour et par personne, contre près de 27% des adultes.

L'UNICEF et la Banque mondiale appellent les gouvernements à mesurer régulièrement la pauvreté touchant les enfants au niveau national et infranational et à cibler les enfants dans les plans nationaux de réduction de la pauvreté dans le cadre des efforts d'élimination de la pauvreté extrême d'ici à 2030.

Ils demandent de renforcer les systèmes de protection sociale tenant compte des enfants, notamment les programmes de transfert d'espèces qui permettent d'aider directement les familles pauvres à payer leur nourriture, leurs soins de santé, la scolarité et d'autres services qui protègent les enfants des conséquences de la pauvreté et renforcent leur chance de briser ce cycle au cours de leur propre vie.

L'UNICEF et la Banque mondiale appellent aussi à donner la priorité aux investissements dans l'éducation, la santé, l'eau salubre, l'assainissement et les infrastructures qui profitent aux enfants les plus pauvres, ainsi qu'à ceux permettant d'éviter que les personnes retombent dans la pauvreté après des difficultés telles que les sécheresses, les maladies ou l'instabilité économique.

Ils demandent enfin de façonner des décisions stratégiques de manière à ce que la croissance économique soit favorable aux enfants les plus pauvres.

L'UNESCO révèle le palmarès 2017 de la 19^e édition du Prix pour les femmes et la science



4 octobre - L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et la Fondation L'Oréal ont dévoilé mardi les noms des cinq femmes scientifiques qui recevront le Prix 2017 L'Oréal-UNESCO pour les Femmes et la Science dans le domaine des Sciences de la Matière le 23 mars prochain à Paris.

Sélectionnées par une communauté de plus de 2.000 scientifiques internationaux de premier plan, les cinq lauréates ont été récompensées par un jury indépendant constitué de 12 personnalités reconnues de la communauté scientifique internationale, présidé cette année par le Professeur Christian Amatore, membre de l'Académie des sciences.

Les cinq lauréates sont :

Région Afrique - Etats Arabes

Le Professeur Niveen Khashab (libanaise) King Abdullah University of Science and Technology (KAUST), Arabie Saoudite

Chimie Analytique

« Pour sa contribution au développement de matériaux hybrides intelligents destinés à améliorer le ciblage des médicaments et pour le développement de nouvelles techniques pour suivre l'activité d'antioxydants au cœur des cellules ».

Région Asie - Pacifique

Le Professeur Michelle Simmons (australienne), Centre of Excellence for Quantum Computation and Communication Technology - University of New South Wales, Australie

Physique quantique

« Pour sa contribution révolutionnaire à l'électronique quantique et atomique, du transistor atomique à l'ordinateur quantique ».

Région Europe

Le Professeur Nicola Spaldin (britannique), Swiss Federal Institute of Technology (ETH Zurich), Suisse

Sciences des Matériaux

« Pour son travail pluridisciplinaire avant-gardiste de prédiction, de description et de création de nouveaux matériaux aux propriétés magnétiques et ferroélectriques commutables ».

Région Amérique Latine

Le Professeur Maria Teresa Ruiz (chilienne), Astronomy Department, Universidad de Chile, Chili

Astrophysique

« Pour sa découverte de la première naine brune et ses travaux pionniers sur les étoiles de faible luminosité, y compris les étoiles en fin de vie (naines blanches) ».

Région Amérique du Nord

Le Professeur Zhenan Bao (américaine), Department of Chemical Engineering, Stanford University, Etats-Unis

Chimie des Matériaux

« Pour ses travaux exceptionnels et sa maîtrise du développement de polymères fonctionnels extensibles utilisés pour l'électronique grand public, le stockage d'énergie et les applications biomédicales ».

Chaque lauréate recevra un prix de 100.000 € en récompense de sa contribution aux progrès de la science. Les cinq femmes scientifiques seront célébrées le 23 mars prochain à la Maison de la Mutualité à Paris.

Palestine : l'ONU salue la décision de reporter les élections locales



Nickolay Mladenov, le Coordonnateur spécial de l'ONU pour le processus de paix au Moyen-Orient. Photo ONU/Loey Felipe

4 octobre - Le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Nickolay Mladenov, a salué mardi la décision du gouvernement palestinien de reporter les élections locales en Palestine.

« Il est dans l'intérêt national du peuple palestinien que quand ces élections auront lieu, elles soient organisées à la fois en Cisjordanie et à Gaza », a déclaré M. Mladenov, dans une déclaration de presse.

« J'exhorte tous les organes palestiniens à travailler ensemble en toute bonne foi pour surmonter les divisions internes et défendre la démocratie », a-t-il ajouté.

Le Coordonnateur spécial a souligné que les élections locales doivent être menées en conformité avec les normes internationales établies et contribuer à faire avancer la réconciliation palestinienne fondée sur les principes de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

Elles doivent aussi contribuer à mettre fin à l'occupation et établir un État palestinien unifié et démocratique, dans le cadre d'une solution négociée à deux Etats.

Haïti : des différends politiques, la menace du choléra, 12 Casques bleus et deux nouveaux puits



Une douzaine de soldats de la MINUSTAH préparent le sol pour deux nouveaux puits à proximité de l'hôpital et d'une école à Pilate, dans le nord d'Haïti. Photo MINUSTAH

4 octobre - Les habitants de Pilate, une ville isolée dans le nord d'Haïti, ont observé récemment une scène inhabituelle : des hommes étrangers en uniforme posant les fondations en béton d'un puits près de l'hôpital et de l'école locale.

Ces habitants s'étaient pourtant résignés à un approvisionnement en eau déficient depuis des mois après les affrontements politiques qui ont conduit en décembre au sabotage du système d'adduction d'eau existant.

« Il y avait un différend entre les deux partis politiques et, pour punir la population de la ville, l'un d'entre eux a coupé l'alimentation en eau de la communauté », raconte la Directrice générale de l'Hôpital L'Espérance de Pilate, Sœur Louisa Bélanger.

Le sabotage signifiait que les résidents devaient compter sur des approvisionnements en eau externes dans un endroit déjà difficile d'accès, alors que l'arrondissement de Plaisance, où se trouve la région de Pilate, est connu pour son relief montagneux et la faiblesse de son réseau routier. Cela n'a fait qu'aggraver une situation déjà désastreuse à Pilate, identifiée par les autorités en novembre 2015 comme l'une des 15 communautés sous « alerte rouge » pour l'épidémie de choléra dans le pays.

Coïncidant avec la Journée internationale de l'eau le 22 mars, un groupe de fonctionnaires des Nations Unies, dirigé par le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour Haïti, [Mourad Wahba](#), a visité Pilate pour rencontrer des représentants des autorités locales et des groupes communautaires afin d'évaluer les besoins de la ville après le sabotage.

M. Wahba était accompagné de représentants du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (BCAH), ainsi que de spécialistes de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH).

« Nous sommes prêts à vous aider avec l'approvisionnement en eau mais nous demandons de la vigilance pour la viabilité à long terme du système », a déclaré lors de la visite M. Wahba, qui sert également de Coordonnateur humanitaire des Nations Unies en Haïti. « La conscience civique des résidents de Pilate est fondamentale à cet égard ».

Avec d'autres, comme le maire de la ville et des représentants d'organisations non gouvernementales, Sœur Louisa a rencontré les responsables de l'ONU et a demandé leur aide.

Le Coordonnateur humanitaire s'est engagé à soutenir la ville et a demandé aux autorités locales de proposer un plan pour la gestion et la protection d'un nouveau réseau d'eau, ainsi qu'un deuxième plan contenant des propositions visant à améliorer les possibilités de développement dans la ville. Alors que ces projets étaient en cours de préparation, la MINUSTAH, dans le cadre d'une mesure d'urgence, a transporté de l'eau par camion auprès de la communauté, en particulier pour qu'elle soit utilisée par l'hôpital et l'école.

« La MINUSTAH nous a grandement aidés. Ce sont eux qui ont fourni de l'eau », a déclaré Sœur Louisa. « La MINUSTAH est arrivée avec des camions d'eau deux ou trois fois par semaine, et cette eau a été utilisée pour nettoyer l'hôpital ».

« Nous avons même réussi une mission chirurgicale de 15 jours grâce à l'eau fournie par la MINUSTAH. Cent quatre bénéficiaires ont été opérés pendant cette période », a-t-elle ajouté.

Selon l'administrateur de l'hôpital, au moment du pic de l'épidémie de choléra à Pilate, entre novembre 2015 et janvier 2016, environ 30 à 40 cas pouvaient être traités simultanément grâce à de l'eau transportée par un camion par la Mission de l'ONU.

La ville de Pilate dans le nord d'Haïti avait été placée l'année dernière en état "d'alerte rouge" en raison d'une épidémie de choléra. Puis, des différends politiques au niveau local ont conduit au sabotage du réseau hydrique, ce qui a compliqué davantage la situation de l'approvisionnement en eau. Suite à une visite plus tôt cette année, des agences de l'ONU se sont engagées à aider la ville avec ses besoins en eau à court et long terme. Ces besoins comprenaient une demande pour deux nouveaux puits à proximité d'un hôpital et d'une école. C'est ainsi qu'une douzaine de casques bleus brésiliens se sont retrouvés à construire de leurs propres mains deux puits et un système hydrique à Pilate.

Lors de leur réunion, M. Wahba a accepté une demande distincte de Sœur Louisa pour deux nouveaux puits, construits par les ingénieurs de la MINUSTAH, afin d'améliorer l'approvisionnement en eau de l'hôpital et de l'école.

« J'étais prête », a déclaré Sœur Louisa. « J'avais mes documents, et M. Wahba m'a dit : 'Vous aurez votre puit' ».

Le projet à Pilate a obtenu le soutien de l'ensemble du système des Nations Unies dans ce pays des Caraïbes.

« La Représentante spéciale du Secrétaire général pour Haïti, Sandra Honoré, s'est personnellement engagée à appuyer ce projet qui permettra d'améliorer l'accès à l'eau potable pour la population locale », a déclaré la porte-parole de la MINUSTAH, Ariane Quentier.

Et voilà comment une douzaine de soldats de la paix brésiliens se sont retrouvés dans cette communauté isolée ces derniers jours, à poser les fondations et la structure en béton pour protéger le bassin d'eau du puits, un générateur et une pompe à eau, et à creuser deux puits, chacun d'au moins 100 mètres de profondeur.

« Creuser un puits est assez simple. L'aspect plus difficile était d'apporter l'équipement ici », a déclaré le lieutenant Michell Vanderson Sena Leal de la compagnie brésilienne du génie au sein de la MINUSTAH, qui est basée dans la capitale Port-au-Prince, à seulement 220 kilomètres de Pilate mais à 10 heures de voyage en raison de conditions routières difficiles.

Il s'agissait de transporter 65 tonnes de matériel grâce à un convoi composé de 14 camions. Les Casques bleus ont maintenant terminé les puits. Tout ce qui reste à faire, c'est de les connecter à un réseau d'eau, ce qui devrait être achevé dans un proche avenir, fournissant aux patients de l'Hôpital L'Espérance et aux élèves des écoles locales une offre illimitée en eau salubre.

« J'ai demandé un puits de façon à être plus indépendante des autres sources d'eau et à répondre aux besoins des patients. Si la population de la ville est divisée [en raison de différends politiques], l'hôpital n'a pas à être puni pour cela », a dit Sœur Louisa. « En aucun cas, l'hôpital ne devrait être affecté par l'instabilité politique, et l'eau ne devrait pas être affectée parce que l'eau, c'est la vie ».